

Troisième pays à l'honneur dans TransLittérature : la Russie, avec ce dossier préparé par Hélène Henry qui s'emploie depuis de nombreuses années à faire connaître en France la littérature russe moderne et contemporaine. Elle a traduit, entre autres, Boris Pasternak, Alexandre Blok et Marina Tsvetaïeva, Joseph Brodsky, Lev Rubinstein, Elena Schwarz.

Hélène Henry

Traduction et traducteurs dans la Russie d'aujourd'hui

En 1994, le numéro 8 de *TransLittérature* dressait un bref « état des lieux » de la traduction dans la Russie tout juste postsoviétique. Aujourd'hui, quatorze ans plus tard, que sont devenus les auteurs des articles proposés ? Elena Baïevskaïa s'est installée à Washington. Elle travaille sur Proust, revient chaque année à Saint-Pétersbourg et continue de traduire du français vers le russe pour des éditeurs pétersbourgeois. On lui doit d'avoir « apporté » Echenoz en Russie. Mikhaïl Roudnitski, germaniste, poursuit à Moscou une solide carrière de traducteur, fier d'être « au long cours et à plein temps ». Il prépare, pour les éditions Azbooka, des *Œuvres Complètes* de Kafka en dix tomes.

C'est auprès d'eux, et de quelques autres (Aleksandr Livergant, Alla Smirnova, Natalia Bogomolova, Irina Kouznetsova...) que nous avons recueilli quelques informations, parfois contradictoires, sur la situation du traducteur dans la Russie poutinienne et postpoutinienne, à la fois ultralibérale et tentée par le repli culturel.

De cette nouvelle Russie, on pouvait tout attendre. Il s'est produit, dans l'édition, une relative stabilisation, qui permet au moins de définir une tendance : on trouve, en Russie comme ailleurs, de gros et de petits poissons, et les gros, bien entendu, finissent par manger les petits. Galina Soloviova en parle ici en détail.

Quant aux traducteurs, leur situation n'a pas changé radicalement : leurs revenus, s'ils ont augmenté en valeur absolue, ont plutôt chuté en valeur relative, ce qui s'explique par la hausse du coût de la vie et l'âpreté au gain des éditeurs. Mais, à condition d'être un traducteur reconnu et de travailler dix-huit heures par jour, on peut vivre de la traduction. Mikhaïl Roudnitski, par exemple, refuse les bas tarifs : jamais moins de 200 € par « feuille » (27 pages de 1 500 signes et intervalles, comptage électronique), au mieux 18 €, voire 20 € par page électronique. Quand il y a à la clé des subsides venus des pays de la Communauté européenne, les gains du traducteur montent en flèche. L'année 2005 a été décrétée « Année de l'Allemagne en Russie » et Roudnitski s'est vu proposer, pour Kafka, 2 800 € par centaine de pages et une bourse d'un mois, tous frais payés, dans le sud du Tyrol. Mais c'est tout à fait exceptionnel. Ces gains occasionnels permettent d'en accepter de bien moindres si le texte à traduire plaît au traducteur et si la proposition émane d'une « petite » maison désargentée. C'est aussi aux « petits » (*Ad marginem*, *Tekst*), qu'on peut encore, parfois, « apporter » des textes, mais en pratique, il y a beaucoup de refus. C'est ainsi qu'on a refusé à Mikhaïl Iasnov une édition des textes de critiques d'art d'André Salmon, auteur jugé insuffisamment « contemporain ».

Au bout du compte, c'est l'éditeur qui décide de tout : des tarifs, des délais de remise. Les contrats, généralement, sont ainsi formulés que le traducteur est payé en une seule fois : à l'acceptation de la traduction, l'éditeur disposant d'un mois pour accepter ou refuser le travail livré à la date convenue. Le système en vigueur est celui du copyright, pas question de pourcentage sur les ventes. Les tarifs ne sont pas réglementés. Tel traducteur qui se voit proposer 75 € par « feuille » de 27 pages pour un roman contemporain recevra, chez Symposium, deux fois plus pour *Témoignages*, de Nicolas Sarkozy. Avec, en plus, la faveur insigne d'un versement de 40 % à la commande. Il existe des cas très rares de mensualisation. Quant aux jeunes, ils acceptent des salaires de misère pour des travaux imparfaits que l'éditeur se chargera d'« arranger ». Les « réviseurs » qui jadis, à l'époque soviétique, assumaient une fonction régulatrice, servent aujourd'hui à récrire ces traductions déficientes. Comme le dit Alla Smirnova (Proust, Max Jacob, Genêt), dans un cri du cœur : « Ce qu'il nous faudrait, c'est un syndicat ! »

Pourtant, la traduction continue d'attirer des « jeunes ». C'était déjà, au XIX^e siècle, partout en Europe, une façon commode de gagner un peu d'argent pour financer ses études. Mais en plus, dans la Russie actuelle, la traduction hérite d'un prestige et de promesses de prospérité depuis longtemps caduques. Chez la plupart des jeunes, c'est l'écriture personnelle qui mène à la traduction. Il est naturel de traduire quand on écrit. Les « ateliers » de traduction se sont peu à peu éteints. Mais il subsiste au moins, à Saint-Pétersbourg, celui de l'Institut français, animé par Mikhaïl Iasnov. Lui aussi est menacé de disparition : l'Institut aimerait lui substituer un système de séminaires payants. À Moscou, ce sont les Universités qui ont fait signe aux traducteurs professionnels pour qu'ils assurent, à l'intérieur des cursus, des cours spécifiques de traduction. Nadejda Buntman au MGU (université d'État de Moscou), Aleksandr Livergant au RGGU (université autonome de lettres et sciences humaines) enseignent la pratique de la traduction à des étudiants nombreux. Cependant, nulle part il n'existe de vrai cursus de formation, filière professionnalisante ou diplôme spécifique.

À l'époque soviétique, la traduction était une section spécifique des Unions des Écrivains, à Moscou et à Leningrad. Des traducteurs siégeaient à côté des écrivains au Bureau Central de l'Union. L'épreuve d'admission, il est vrai, était ardue, et les « anciens » se souviennent amèrement des moqueries des « vrais » écrivains devant lesquels il fallait comparaître pour être reçu et reconnu. Mais le statut de membre, prestigieux par lui-même, donnait droit à quantité d'avantages en nature très appréciés. Le premier, et non le moindre, était l'octroi d'une rame d'excellent papier chaque mois. Les écrivains, ces « ingénieurs des âmes », bénéficiaient d'avantages faits pour les lier au pouvoir officiel par l'intérêt matériel : hôpitaux, villages de vacances, magasins réservés. Aujourd'hui, le bâtiment de l'Union de Saint-Pétersbourg ayant brûlé en 1993 (incendie criminel), écrivains et traducteurs n'ont plus de lieu où se rencontrer. Un nouveau bâtiment leur a été alloué, mais les fonds manquent pour les réparations et, ultérieurement, pour le loyer. Une nouvelle loi gouvernementale « sur les associations culturelles » va être édictée, mais nul ne sait quelles en seront les dispositions exactes.

Depuis 1991 et l'implosion du pouvoir soviétique, les traducteurs ont entrepris de se regrouper au sein d'associations professionnelles non gouvernementales. Les traducteurs de toutes spécialités (interprètes, traducteurs techniques, etc.) se sont associés dans une « Union des Traducteurs de Russie », qui fait partie de la FIT. (Fédération Internationale des Traducteurs). La traduction littéraire y occupant une place peu importante, l'idée est née en 2004 de fonder une « Guilde des traducteurs » indépendante,

capable de rassembler des traducteurs littéraires autour d'un projet d'entraide et de valorisation de la profession. À la présidence, un traducteur chevronné de l'anglais, Aleksandr Livergant, a tenté, sans se référer à un modèle associatif particulier, de structurer une association à but non lucratif. Une section était prévue à Saint-Petersbourg sous la présidence de Mikhaïl Iasnov, traducteur de littérature française. Ce projet d'une «*Guilde*», gérée à sa fondation par une dizaine de traducteurs constitués en Bureau, s'est heurté à des difficultés institutionnelles : en particulier, aucun mode de recrutement capable de donner leur place à de jeunes traducteurs n'a pu être conçu, les membres fondateurs s'en remettant à la cooptation. Chacun des membres a proposé d'«*amener*» une vingtaine de traducteurs de bon aloi, ce qui a bientôt porté le nombre total des membres à 200. Mais ce mode de recrutement a fait de l'association une sorte de «*club*» d'anciens (personne n'y a moins de 45 ans) incapable de se renouveler et d'appeler à soi des forces nouvelles. De plus, la double vocation «*artistique*» et «*professionnelle*» de l'association a entraîné pesanteurs et malentendus. La *Guilde* (aujourd'hui mieux connue sous le nom de «*Union des maîtres de la traduction littéraire*») a organisé des congrès thématiques annuels, qui ont lieu au mois de mai («*Traduction et retraduction*», par exemple, en 2007). Elle a mis en place des conventions de collaboration avec des Universités moscovites, MGU et RGGU. Enfin, elle décerne des prix de traduction, le «*Prix du Maître*», ou le «*Prix Anatoli Gueleskoul*», qui récompense un traducteur de l'anglais, doté de 2 000 dollars pour la prose et de 2 000 dollars pour la poésie. Il est décerné chaque année en novembre à l'occasion du Salon du livre «*Non Fiction*», qui tend à supplanter le Salon du livre de septembre pour la littérature dite «*sérieuse*». Mais l'association peine à développer sa vocation «*professionnelle*». Elle met toutefois à la disposition des traducteurs un juriste qui leur dispense gratuitement une aide juridique. Mikhaïl Roudniski raconte avec satisfaction que quelques procès ont été intentés à des éditeurs abusifs (détournement de droits), et gagnés.

La *Guilde*, depuis sa fondation, subsiste grâce à une subvention de 8 000 dollars accordée par l'Union des traducteurs de Norvège, et qui n'a pas été renouvelée. En l'absence de toute subvention nationale ou régionale, sans sponsor, elle ne pourra survivre des seules cotisations (40 €) de ses membres. Elle est donc condamnée soit à végéter, soit à trouver un mode de financement qui lui permette, au moins, d'exister concrètement. Actuellement, les réunions ont lieu dans un local privé, prêté à l'association, et le site Internet, toujours en construction, peine à se trouver un webmestre. La *Guilde* a besoin de fonds pour mener à bien ses projets, par exemple, celui d'une «*Maison des traducteurs*» pour laquelle aucune subvention du ministère de la Culture de

Russie n'est à espérer, bien que les lieux où la construire ne manquent pas, à Tsarskoe Selo près de Saint-Pétersbourg, par exemple.

Il existe bien, en Russie, un mince programme d'aide à la traduction d'œuvres de littérature étrangère (Goskomizdat). Mais, de l'aveu de tous les traducteurs interrogés, leur travail dépend, pour une grande partie, des aides venues des pays dont ils traduisent les littératures, en particulier des programmes d'aide à la traduction et à l'édition mises en place à partir des pays d'Europe occidentale. Programme Internationes pour l'Allemagne, KulturKontak pour l'Autriche, Pro Helvetia pour la Suisse, programme Pouchkine de l'Ambassade de France à Moscou.

Ce programme d'aide à la publication, lancé en 1991, a permis d'encourager la traduction et la diffusion des ouvrages français en Russie, et est entré dans le cadre de l'accord de coopération culturelle du 6 février 1992, qui a créé la Commission culturelle franco-russe. Plus de 730 titres, distribués dans 200 bibliothèques de Russie, sont parus en 18 ans, avec un tirage moyen de 3 000 exemplaires. C'est grâce au programme Pouchkine et aux maisons d'édition russes qu'il a aidées qu'a été introduit en Russie le meilleur de la pensée et de l'écriture françaises au xx^e siècle : romanciers (Duras, Genêt, Céline, Beckett, Butor, Cocteau, Marcel Aymé, Gracq, Modiano, Sarraute), poètes (Jaccottet, Bonnefoy), philosophes (Baudrillard, Ricœur, Merleau-Ponty, Foucault, Deleuze, Derrida, Lacan), essayistes (Barthes, Bataille), historiens (Braudel, Le Goff, DUBY, Furet). Et, notons-le, chacun a trouvé son traducteur.

À l'heure actuelle, ce qui semble nouveau dans le programme Pouchkine, c'est le « projet théâtre » lancé par CulturesFrance. Il concerne la traduction de pièces de vingt auteurs dramatiques français contemporains dont Claudel, Sarraute, Dubillard, Vinaver, Audiberti, Novarina, Lagarce, Gatti, etc.

En outre, l'Ambassade de France décerne chaque année en décembre le Grand Prix Vaksmakher (du nom d'un grand traducteur russe aujourd'hui décédé).

À l'issue de ce bilan mitigé, on dira que, quelles que soient les pesanteurs, les forces contraires, les excès qui marquent la Russie d'aujourd'hui, on y trouve encore des gens curieux d'altérité et férus de langage – des traducteurs conscients et actifs.

Qui a survécu à la bureaucratie soviétique survivra bien à la dérégulation ultralibérale et à la déculturation généralisée.